



Extrait du registre des délibérations  
Commune de SAINT-MÉDARD

**Séance du jeudi 10 avril 2025**

**Nombre de membres :**

**En exercice : 11    Présents : 9    Votants : 9**

**Date de la convocation : 24/03/2025.**

**Date d'affichage : 24/03/2025.**

L'an deux mille vingt-cinq et le jeudi 10 avril à vingt heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. LAY Jérôme, Maire.

**Présents :** LAY Jérôme, FAGET Marc, LASTES Daniel, COULON Delphine, LEFAURE Quentin, ARRUAT Christine, MAYSONNAVE-DUFAU Magalie, ABAD Geneviève, BORDENAVE Jean-Louis

**Absents excusés :** CAISSA Frédéric    MAYSONNAVE Aurélie

Madame COULON Delphine a été nommée secrétaire.

**Délibération n° 16 – 2025 : Avis sur le projet de PLUI de la CCLO arrêté le 11/02/2025**

La présente délibération a pour objet de rendre un avis sur le projet du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de commune de Lacq-Orthez arrêté par délibération du 11 février 2025.

Cette délibération fait suite au bilan de la concertation avec la population qui a eu lieu préalablement.

**Contexte :**

Le PLUi permet de poser les premières grandes orientations stratégiques de la Communauté de communes de Lacq-Orthez en matière de développement économique, d'habitat, de mobilité, et présente l'ambition de limiter l'artificialisation des sols, en préservant les espaces naturels et agricoles du territoire de l'EPCI. Le PLUi a été élaboré en cohérence avec les deux autres documents stratégiques pour notre territoire le programme local de l'habitat (PLH) et le plan climat air énergie (PCAET), tous deux adoptés en conseil communautaire le 20 janvier 2025.

La loi « Climat et Résilience » adoptée le 22 août 2021 oblige les Communes dotées d'un PLU d'intégrer avant le 22 février 2028 au sein du document d'urbanisme les trajectoires de réduction d'artificialisation des sols (ZAN) si le territoire n'est pas couvert par un schéma de cohérence territorial (SCOT) ou un schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) « climatisé ». En l'absence de SCOT, et en application des dispositions de l'article L.131-6 du code de l'urbanisme, les PLU et les cartes communales doivent être compatibles avec le SRADDET. Il résulte de l'article L.131-7 du même code que l'EPCI doit procéder à une analyse de la compatibilité des PLU et cartes communales avec le SRADDET révisé et « climatisé » voté par la Région Nouvelle Aquitaine le 18 novembre 2024. Cette analyse de la compatibilité doit être opérée dans le délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du SRADDET. La mise en compatibilité, si elle s'avère nécessaire, devra se faire dans le délai de 3 ans à partir de l'adoption du SRADDET, soit au plus tard le 18 novembre 2027.

Si les documents d'urbanisme n'intègrent pas les objectifs de réduction posés par la Loi « Climat et Résilience » avant les dates précitées alors, dans les communes dotées d'un PLU, aucune autorisation de droit des sols ne pourra être délivrée dans une zone 1AU / 2AU ; et dans les communes dotées d'une carte communale, aucune autorisation de droit des sols ne pourra être délivrée en secteur constructible.

### **Consultation des personnes publiques associées :**

En application de l'article L153-15 du code de l'urbanisme, le projet arrêté le 11 février 2025 en conseil communautaire est soumis, pour avis, aux Conseils municipaux des Communes membres de la Communauté de communes de Lacq Orthez.

En application des dispositions de l'article R.153-5 du Code de l'urbanisme, l'avis des communes sur le projet de plan arrêté, est rendu dans un délai de trois mois à compter de l'arrêt du projet. En l'absence de réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé favorable.

Cet avis sera joint au dossier du PLUI arrêté tel qu'il a été transmis à la Commune, en vue de l'enquête publique portant sur le projet de PLUI avec l'ensemble des avis recueillis au titre des consultations prévues en application des articles L153-16 et L. 153-17 du Code de l'urbanisme, ainsi que le bilan de la concertation arrêté lors du conseil communautaire du 11 février 2025.

Conformément à l'article L. 153-19 du code de l'urbanisme, le Président de la Communauté de communes de Lacq-Orthez soumettra le PLUI arrêté à enquête publique, une fois que tous les avis auront été recueillis.

En effet, en application des articles L153-16 et L. 153-17 du Code de l'urbanisme, le projet de PLUI arrêté est soumis à l'avis :

- des Personnes Publiques Associées (PPA) visées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme ;
- à la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural ;
- aux Communes limitrophes et aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés.

Il est donc proposé au conseil municipal de donner son avis sur le Projet de PLUI arrêté le 11 février 2025 par la Communauté de Communes de Lacq-Orthez.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code de l'Urbanisme,
- VU la délibération du 26 septembre 2022 prescrivant l'élaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi), de la communauté de communes de Lacq Orthez et fixant les modalités de concertation avec la population,
- VU la délibération du 26 septembre 2022 fixant les modalités de collaboration avec les communes membres dans le cadre de l'élaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi),
- VU la délibération du 25 mars 2024 relative au débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) de la Communauté de communes de Lacq Orthez
- VU la délibération du 11 février 2025 tirant le bilan de la concertation,
- VU l'arrêt du PLUI par le conseil de la Communauté des communes de Lacq-Orthez en date du 11 février 2025 ;
- VU le dossier d'arrêt de projet du PLUi de la Communauté de communes de Lacq-Orthez et notamment le rapport de présentation, le projet d'aménagement et de développement durables (PADD), les orientations d'aménagement et de programmation (OAP), le règlement, les documents graphiques et les annexes,
- Considérant que le propriétaire de la parcelle B 270 n'a fait aucun retour aux sollicitations de la Commune quant à d'éventuels projets de construction sur ladite parcelle,
- Considérant que des extensions de réseau ont été réalisées pour alimenter la construction sise sur les parcelles C 745, 746 et 747, et que ces équipements permettent de desservir une nouvelle construction sur la C 515
- Considérant que le droit de préemption de la Commune de Saint-Médard a toujours porté sur les parcelles C 238 et C 239 face à la mairie,

- Considérant que dans le plan proposé, toutes les demandes de prévis destination n'ont pas été prises en compte,

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Médard**

- **DÉCIDE** d'émettre un **AVIS FAVORABLE** sur le projet de PLUI arrêté par le conseil communautaire en date du 11 février 2025.
- **DÉCIDE d'assortir cet avis de demandes minimales de modifications, à savoir :**
  - o Le placement de la parcelle B 270 en zone non constructible
  - o Le prolongement de la zone urbaine de la parcelle C 746 jusqu'à la C 515, en échange de la B 270
  - o Le placement de 50 % (à compter de la RD 264) des parcelles C 238 et C239 en zone UE afin de pouvoir un jour acquérir ces terrains situés face à la mairie pour y réaliser des équipements communaux de type parc d'agrément ou parking / aire de pique-nique
- **DEMANDE** que toutes les requêtes transmises par les particuliers pour changements de destination soient prises en compte et indiquées sur le plan

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme au registre.

Le Maire,  
Jérôme LAY



Envoyé en préfecture le 17/04/2025

Reçu en préfecture le 17/04/2025

Publié le



ID : 064-216404913-20250410-2025\_04\_10\_11-DE